

Cote du document: EB 2013/LOT/P.7
Date: 17 juillet 2013
Distribution: Publique
Original: Anglais

F



Ouvrer pour que les
populations rurales pauvres
se libèrent de la pauvreté

Rapport du Président

Proposition de prêt à la République du Honduras pour le

Projet d'appui à la compétitivité et au développement durable dans la région frontalière du Sud-Ouest (PRO-LENCA)

Note pour les représentants au Conseil d'administration

Responsables:

Questions techniques:

Joaquin Lozano

Chargé de programme de pays
téléphone: +502 23843100 Ext.1180
courriel: j.lozano@ifad.org

Transmission des documents:

Deirdre McGrenra

Chef du Bureau des organes
directeurs
téléphone: +39 06 5459 2374
courriel: gb_office@ifad.org

Pour: **Approbation**

Table des matières

Sigles et acronymes	ii
Carte de la zone du projet	iii
Résumé du financement	iv
Recommandation d'approbation	1
I. Contexte stratégique et justification	1
A. Contexte national, développement et pauvreté en milieu rural	1
B. Justification et alignement sur les priorités du gouvernement et sur le COSOP axé sur les résultats	1
II. Description du projet	2
A. Zone d'intervention et groupe cible	2
B. Objectif de développement du projet	2
C. Composantes/résultats	2
III. Exécution du projet	3
A. Approche	3
B. Cadre organisationnel	4
C. Planification, suivi-évaluation, apprentissage et gestion des savoirs	4
D. Gestion financière, passation des marchés et gouvernance	5
E. Supervision	5
IV. Coût, financement et avantages du projet	5
A. Coût du projet	5
B. Financement du projet	6
C. Résumé des avantages et analyse économique	6
D. Durabilité	6
E. Identification et atténuation des risques	7
V. Considérations d'ordre institutionnel	7
A. Respect des politiques du FIDA	7
B. Alignement et harmonisation	7
C. Innovations et reproduction à plus grande échelle	7
D. Participation à l'élaboration des politiques	8
VI. Instruments et pouvoirs juridiques	8
VII. Recommandation	8
Annexe	
Convenio de financiación negociado (Accord de financement négocié)	9
Appendice	
Logical framework (Cadre logique)	

Sigles et acronymes

PA	Plan d'activité
PDP	Plan de développement de la production
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
SAG	Ministère de l'agriculture
SEFIN	Ministère des finances
S&E	Suivi-évaluation
UGP	Unité de gestion du projet

Carte de la zone du projet

República de Honduras

Proyecto de Competitividad y Desarrollo Sostenible del Corredor Fronterizo Sur Occidental de Honduras (PRO-LENCA)

Informe de diseño



Source: FIDA

Les appellations figurant sur cette carte et sa représentation graphique ne constituent en aucun cas une prise de position du FIDA quant au tracé des frontières ou limites, ou aux autorités de tutelle des territoires considérés.

République du Honduras

Projet d'appui à la compétitivité et au développement durable dans la région frontalière du Sud-Ouest (PRO-LENCA)

Résumé du financement

Institution initiatrice:	FIDA
Emprunteur:	République du Honduras
Organisme d'exécution:	Ministère de l'agriculture (SAG)
Coût total du projet:	34,1 millions d'USD
Montant du prêt du FIDA:	9,5 millions de DTS (équivalant approximativement à 14,3 millions d'USD)
Conditions du prêt du FIDA:	Mixtes
Cofinanceur:	Fonds de l'OPEP pour le développement international ou tout autre cofinanceur identifié par l'emprunteur
Montant du cofinancement:	14,5 millions d'USD environ
Contribution de l'emprunteur:	1,3 million d'USD
Contribution des bénéficiaires:	4,0 millions d'USD
Institution coopérante:	Supervision directe par le FIDA

Recommandation d'approbation

Le Conseil d'administration est invité à approuver la recommandation relative à la proposition de prêt à la République du Honduras pour le Projet d'appui à la compétitivité et au développement durable dans la région frontalière du Sud-Ouest (PRO-LENCA), telle qu'elle figure au paragraphe 39.

Projet d'appui à la compétitivité et au développement durable dans la région frontalière du Sud-Ouest (PRO-LENCA)

I. Contexte stratégique et justification

A. Contexte national, développement et pauvreté en milieu rural

1. Le Honduras fait partie de la catégorie des pays à revenu intermédiaire avec, en 2011, un PIB de 17,430 millions d'USD et un RNB par habitant de 1,980 USD (en dollars des États-Unis courants). Entre 2006 et 2011, le taux de croissance annuel du PIB a été de 3,6% en moyenne, et il est prévu qu'il s'établisse à 3,5% en 2012. La répartition des revenus est très inéquitable – 58,9% du revenu total va aux 20% les plus riches de la population, contre 2,4% pour les 20% les plus pauvres (en 2011, le coefficient de Gini était de 0,58).
2. Il ressort des données économiques nationales récentes que, en 2011, les parts respectives des secteurs productifs dans l'économie, en pourcentage du PIB, étaient les suivantes: 61,1% pour les services, 26,4% pour l'industrie (19% pour l'industrie manufacturière) et 12,4% seulement pour l'agriculture. Les fonds envoyés par les travailleurs migrants honduriens sont importants pour l'économie nationale et représentaient au total, en 2010, environ 2,530 millions d'USD, soit une augmentation de 15,3% par rapport à 2009.
3. Le pays n'étant pratiquement pas parvenu à réduire la pauvreté et les inégalités, il reste l'un des pays les plus pauvres d'Amérique latine. La pauvreté croissante touche 61,9% de la population, dont 41,6% vit en situation d'extrême pauvreté. Les revenus tirés des envois de fonds et autres transferts monétaires ne sont pas suffisants, et la plupart des emplois, surtout dans les campagnes, ne sont pas qualifiés. Le Honduras présente l'un des taux les plus bas du continent en termes de développement humain, avec une espérance de vie courte et le plus faible revenu par habitant enregistré dans la sous-région de l'Amérique centrale.
4. En milieu rural, 69,3% des ménages vivent dans la pauvreté. La population autochtone, qui représente 7,2% de l'ensemble de la population, est le sous-groupe avec le taux de pauvreté le plus élevé – 71% vivant en dessous du seuil de pauvreté. La population lenca (qui est principalement concentrée dans les départements de La Paz, de Lempira et d'Intibucá) représente environ 63% de la population autochtone totale, et 84% de ses membres vivent en dessous du seuil de pauvreté.

B. Justification et alignement sur les priorités du gouvernement et sur le COSOP axé sur les résultats

5. Le présent projet s'inscrit dans le droit fil des objectifs de réduction de la pauvreté que s'est fixés le gouvernement dans le cadre de l'adaptation au changement climatique, du développement du secteur agricole et de l'amélioration de la sécurité alimentaire. Les documents d'orientation qui fixent ces priorités sont le Plan national pour la période 2010-2022, le document de stratégie pour la réduction de la pauvreté, la Stratégie pour le secteur agroalimentaire 2011-2014 et la Stratégie en matière de sécurité alimentaire et de nutrition, qui couvre la

période 2010-2022. De manière complémentaire, les objectifs et la stratégie du projet sont alignés sur les objectifs stratégiques du programme d'options stratégiques (COSOP) 2013-2016 pour le Honduras et du Cadre stratégique du FIDA 2011-2015.

II. Description du projet

A. Zone d'intervention et groupe cible

6. Le projet sera mis en œuvre dans les départements d'Intibucá, de La Paz et de Lempira, dans 42 municipalités (sur un total de 64) choisies sur la base de leur niveau de pauvreté, de leur degré de vulnérabilité sociale et environnementale, de la présence de peuples autochtones, des ressources agricoles à disposition, des marchés existants et de l'intégration de "pôles" de développement, ainsi que de la contiguïté de ces zones d'intervention, qui permettra de garantir un rapport coût-efficacité durant l'exécution.
7. Environ 13 500 familles rurales pauvres tireront du projet des avantages directs, alors que 31 500 autres familles rurales pauvres vivant dans les municipalités sélectionnées bénéficieront indirectement des investissements du projet dans les biens publics, des possibilités d'emplois productifs et d'une accélération générale de la croissance économique dans la zone d'intervention. Les bénéficiaires directs correspondront grosso modo aux catégories socioéconomiques suivantes: i) petits agriculteurs; ii) artisans ruraux; et iii) petits marchands et microentrepreneurs. Les membres des groupes vulnérables – femmes, jeunes et populations ethniques – bénéficieront d'une attention particulière.

B. Objectif de développement du projet

8. L'objectif de développement du projet est d'accroître les revenus et les possibilités d'emploi, et d'améliorer la sécurité alimentaire et les conditions de vie de la population rurale pauvre, la priorité étant accordée à l'intégration sociale et à la parité hommes-femmes, afin de réduire la pauvreté et l'extrême pauvreté.

C. Composantes/résultats

9. Le projet s'articulera autour des quatre composantes ci-après:

Composante 1. Développement et renforcement des organisations rurales.

Il s'agira ici de développer et de renforcer les organisations de ruraux pauvres en améliorant leurs avoirs productifs physiques et leur capital humain. Les activités comprendront la mise en œuvre de plans pour le renforcement organisationnel (PRO) (c'est-à-dire de la structure interne de gouvernance et des compétences administratives des organisations); et le développement, dans une optique de durabilité, des capacités en termes de production, de commercialisation et d'accès aux services financiers ruraux, ainsi que de formation dans des domaines tels que les questions de parité hommes-femmes, la participation des jeunes et autres thématiques sociales. Concernant la mise en œuvre de ces PRO, et à l'issue d'un processus participatif intensif pour l'analyse des insuffisances, des capacités et des besoins, les organisations formuleront des plans de développement avec l'appui technique de l'unité de gestion du projet (UGP), tant pour les plans de développement de la production (PDP) que pour les plans d'activité (PA). Les plans de développement seront approuvés et mis en œuvre dans le cadre de la deuxième composante.

Composante 2. Développement de la production et des activités commerciales.

Il s'agira ici de renforcer davantage et de consolider les organisations de bénéficiaires en les transformant en des unités autogérées plus compétitives, en mesure de répondre aux besoins du marché et de générer des avantages socioéconomiques et environnementaux tangibles, pour les organisations elles-mêmes et pour leurs communautés. Dans le cadre de cette composante, le projet accordera des fonds pour que les PDP et PA conçus et

formulés au titre de la première composante, puis approuvés, soient mis en œuvre. Les fonds seront directement transférés à l'organisation bénéficiaire (conformément à un accord subsidiaire) en vue de la mise en œuvre, par les organisations, des PDP et PA approuvés. Ces deux types de plan comporteront des investissements dans les biens collectifs des organisations, des fonds pour la formation et l'assistance technique, ainsi qu'un investissement dans certains biens de production privés. De plus, ils comprendront le financement d'investissements et d'activités visant à améliorer la conservation des ressources naturelles et à réduire la vulnérabilité aux risques liés au changement climatique.

Composante 3. Amélioration des infrastructures rurales et gestion des ressources naturelles. Il s'agira ici principalement d'offrir aux familles rurales pauvres, en particulier aux bénéficiaires des plans de développement mis en œuvre dans le cadre de la deuxième composante, de meilleures infrastructures en appui à la production et à l'accès aux marchés. Cette composante vise également à améliorer la gestion des ressources naturelles et l'adaptation au changement climatique afin de garantir la durabilité de la production et des revenus et d'améliorer la résilience aux phénomènes climatiques extrêmes. Dans le cadre de cette composante, les biens publics et collectifs suivants seront fournis: remise en état des routes tertiaires et des routes de desserte en milieu rural; construction et remise en état des systèmes de collecte et de stockage de l'eau, et adaptation à des technologies permettant d'utiliser durablement les ressources en eau; promotion d'une gestion intégrée des ressources naturelles et relèvement des zones dégradées; et conservation et gestion des bassins versants et des zones protégées. Cette composante sera financée par le Fonds de l'OPEP pour le développement international ou par un autre cofinancier identifié par l'emprunteur.

Composante 4. Gestion et coordination du projet. Cette composante englobe toutes les activités relatives à la coordination des activités, à la gestion financière, au processus de passation des marchés, et à la mise en place et au fonctionnement du système de suivi-évaluation (S&E) du projet.

III. Exécution du projet

A. Approche

10. Afin d'atteindre les objectifs fixés et d'obtenir l'impact attendu, l'approche d'exécution accordera la priorité au développement et au renforcement des organisations de ruraux pauvres, de sorte que les bénéficiaires soient à même de convenir, de manière organisée et participative, de la stratégie de développement la plus adaptée à leurs organisations. Les plans de développement de chaque organisation, qui seront formulés par les bénéficiaires de manière participative et seront financés par le projet, reposeront sur cette stratégie de développement. Cette approche d'exécution aura essentiellement pour finalité de répondre à la demande générée au niveau communautaire, conformément à un processus de développement impulsé par les communautés. Ces plans porteront sur le développement économique des organisations, moyennant leur mise en relation avec le secteur agroalimentaire et les filières les plus dynamiques et rentables qui leur permettront d'orienter leurs activités productives en fonction de la demande des marchés internationaux, nationaux et locaux. La parité hommes-femmes, l'intégration des jeunes et la gestion durable des ressources naturelles constitueront des aspects transversaux de l'exécution du projet. Outre les plans de développement des organisations, le projet financera l'amélioration des infrastructures dans la zone d'intervention et favorisera la gestion et la conservation améliorées des ressources naturelles.

B. Cadre organisationnel

11. La République du Honduras, en sa qualité d'emprunteur du FIDA, délèguera la responsabilité de la mise en œuvre du projet au Ministère de l'agriculture (SAG). Par conséquent, en tant qu'organisme d'exécution, ce dernier sera responsable de la réalisation des objectifs du projet et de l'obtention des résultats escomptés, en menant à bien toutes les tâches relatives à l'exécution de manière efficace et efficiente, en veillant à ce que toutes les activités bénéficient des ressources humaines et financières adéquates et à ce que celles-ci soient gérées dans le respect des normes et pratiques internationalement agréées ainsi que des politiques et procédures du FIDA.
12. Le SAG mettra en place une UGP qui sera chargée, au jour le jour, de la coordination administrative et technique de toutes les tâches relatives à l'exécution. L'UGP jouera un rôle de premier plan dans la planification et l'exécution quotidienne du projet, et elle devra faire en sorte que le projet dispose des systèmes de gestion et d'administration et des ressources humaines nécessaires. De plus, elle assurera une formation adéquate du personnel et des techniciens de projet et leur fera part des enseignements tirés d'autres opérations financées par le FIDA.
13. Outre le SAG, les entités publiques ci-après feront partie du cadre global d'exécution du projet: a) le Ministère des finances (SEFIN), qui aura des rapports directs avec le projet pour ce qui concerne le budget, l'allocation des fonds de contrepartie et le suivi de la performance financière; b) le Ministère de la planification (SEPLAN), pour les questions de planification, de suivi et de communication des résultats et de l'impact; c) le Ministère des ressources naturelles et de l'environnement (SERNA), qui évaluera l'impact environnemental des plans de développement proposés; et d) les municipalités et les *mancomunidades*, qui joueront un rôle majeur pour l'identification des investissements dans les infrastructures rurales et les actifs environnementaux dans la zone d'intervention.
14. L'évaluation et l'approbation des PDP et des PA seront réalisées par le Comité chargé de l'approbation des investissements (CAI), sur la base des critères et des seuils d'admissibilité établis par le manuel d'exécution du projet. Le CAI est composé d'un représentant du SAG, d'un représentant du SERNA, de deux représentants des municipalités de la zone d'intervention, de deux représentants de la société civile, d'un représentant de l'unité administrative et financière de l'UGP et d'un conseiller technique externe (les deux derniers ne disposant pas d'un droit de vote).
15. De plus, un comité de coordination du programme de pays ainsi qu'un petit secrétariat technique seront créés afin d'aider le SAG à coordonner et superviser tous les projets financés par le FIDA dans le pays, en améliorant et en harmonisant le S&E et la gestion des savoirs, et en renforçant la communication et la diffusion des enseignements tirés dans l'ensemble du portefeuille.

C. Planification, suivi-évaluation, apprentissage et gestion des savoirs

16. Le projet mettra en place, sous la responsabilité de l'UGP, un système complet de planification, de S&E et de gestion des savoirs. Les bénéficiaires devront participer activement à la collecte des données et à la planification. Grâce à un suivi constant, il sera possible d'établir une base de connaissances qui permettra au directeur du projet d'être informé et de prendre en temps utile des décisions concernant la gestion.
17. Une attention particulière sera accordée à la réalisation, dans les délais prévus, de l'enquête de référence et de l'étude à l'achèvement, conformément aux prescriptions du Système de gestion des résultats et de l'impact (SYGRI) du FIDA

et pour lesquelles des fonds du projet ont été alloués. Il est prévu que l'Institut national de statistiques réalise ces études.

D. Gestion financière, passation des marchés et gouvernance

18. Le Gouvernement hondurien a officiellement demandé que l'antenne du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) au Honduras administre les fonds du projet et fournisse un appui aux activités relatives à la passation des marchés. Au titre de ce soutien, le PNUD assurera la formation et le renforcement des capacités du personnel du SAG afin que celui-ci soit en mesure de gérer les fonds et d'améliorer le processus de passation des marchés. Ce dispositif d'appui est déjà en place pour les projets du FIDA en cours d'exécution au Honduras.
19. Le flux de fonds comportera l'ouverture, auprès de la Banque centrale du Honduras, d'un compte désigné libellé en dollars des États-Unis, géré par le SEFIN et sur lequel sera versé le montant du prêt. Ces fonds seront ensuite transférés par le SEFIN, conformément aux instructions du SAG, sur un compte opérationnel géré par le PNUD auprès d'une banque agréée par le FIDA et le gouvernement.
20. Ce dernier devra présenter au FIDA des états financiers détaillés dans les quatre mois précédant la fin de chaque exercice budgétaire. Par ailleurs, dans les six mois précédant la fin de chaque exercice budgétaire, le gouvernement devra fournir au Fonds une copie certifiée du rapport d'audit.
21. La section 7.05 a) des Conditions générales ne s'appliquera pas. La passation des marchés de biens, de travaux et de services à financer sera réalisée conformément aux dispositions contenues dans la réglementation en matière de passation des marchés du PNUD, sous réserve que celles-ci soient conformes aux directives du FIDA dans ce domaine. Dans chaque plan annuel de passation des marchés, le gouvernement indiquera les méthodes à appliquer pour chaque activité de passation des marchés, afin de garantir la conformité aux directives du FIDA en la matière.

E. Supervision

22. Le FIDA supervisera directement le projet, dans le respect de la Politique du FIDA en matière de supervision et d'appui à l'exécution. Des missions de supervision seront effectuées deux fois par an. Durant les 18 premiers mois, les activités d'appui se dérouleront comme suit: i) organisation de l'atelier de démarrage; ii) formation du personnel à la gestion financière, élaboration du plan de travail et budget annuel et des procédures de passation des marchés et de sous-traitance; iii) suivi de l'élaboration de la stratégie d'exécution et du mandat pour le recrutement de l'organisme chargé d'effectuer l'enquête de référence, conformément aux directives du SIGRI; iv) présentation des rapports de projet sur les activités spécifiques et sur l'état d'avancement de chaque composante; et v) appui technique spécialisé destiné à renforcer l'unité de S&E de l'UGP.

IV. Coût, financement et avantages du projet

A. Coût du projet

23. Les coûts de base s'élèvent à 31,9 millions d'USD environ. Les estimations de coût pour les différentes composantes sont les suivantes: i) développement et renforcement des organisations rurales, 3,9 millions d'USD, soit 12% des coûts de base; ii) développement de la production et des activités commerciales, 16,1 millions d'USD, soit 50% des coûts de base; iii) amélioration des infrastructures rurales et gestion des ressources naturelles, 7,7 millions d'USD, soit 24% des coûts de base; et iv) gestion et coordination du projet, 4,3 millions d'USD, soit 13% des coûts de base. Des provisions pour aléas financiers sont en outre prévues à hauteur de 1,8 million d'USD, soit environ 5% du coût total du projet.

B. Financement du projet

24. Le coût total du projet, qui est estimé à 34,1 millions d'USD, sera financé comme suit: i) le FIDA contribuera à hauteur d'environ 14,3 millions d'USD; ii) le Fonds de l'OPEP pour le développement international ou tout autre cofinanceur identifié par l'emprunteur à hauteur d'environ 14,5 millions d'USD; iii) le Gouvernement hondurien à hauteur d'environ 1,3 million d'USD, hors taxes; et iv) les bénéficiaires à hauteur d'environ 4,0 millions d'USD, montant destiné à financer les plans de développement et l'entretien des infrastructures.

C. Résumé des avantages et analyse économique

25. Le projet devrait générer les résultats ci-après:
- réduction de la malnutrition infantile d'environ 10% (de 50% à 40% dans la zone d'intervention);
 - accroissement de 20% des actifs physiques pour au moins 75% des familles rurales bénéficiaires;
 - avantages directs pour environ 13 500 familles et avantages indirects pour 31 500 autres familles. Au total, quelque 360 000 personnes bénéficieront directement ou indirectement du projet;
 - accroissement de 25% minimum du revenu familial brut pour au moins 75% des familles de bénéficiaires directs;
 - création d'environ 2 200 emplois (agricoles et extra-agricoles), dont au moins 25% pour les jeunes et 25% pour les femmes; et
 - accès durable à une alimentation saine et nutritive pour 50% de la population cible qui, à l'heure actuelle, vit en situation d'insécurité alimentaire.
26. Il est prévu que le taux de rentabilité économique du projet soit de 24% et que l'intervention représente une valeur actuelle nette de 63,6 millions d'USD.

D. Durabilité

27. Afin de garantir la viabilité des organisations rurales, des activités commerciales et des microentreprises ciblées, le projet fournira une assistance technique différenciée en fonction du niveau de consolidation des organisations et de leur situation en termes de développement de la production, de parité hommes-femmes, d'accès aux marchés actuels et potentiels et de capacités de gestion. Cela, associé à une stratégie de retrait correctement définie, permettra de consolider les aspects sociaux, productifs, économiques et environnementaux des organisations bénéficiaires, les rendant ainsi viables sur le long terme.

E. Identification et atténuation des risques

28. Quatre risques majeurs ont été identifiés.

<i>Risques identifiés</i>	<i>Stratégie d'atténuation</i>
Faiblesse de la gestion financière et des capacités de l'UGP en matière de passation des marchés	L'antenne du PNUD au Honduras, au nom du SAG, administrera les fonds et la passation des marchés de biens et services. Par ailleurs, il formera le personnel du SAG afin de renforcer les capacités internes en ce sens.
Insuffisance des fonds de contrepartie, qui pourrait effectivement entraîner l'arrêt du projet	Vu que le pays manque de liquidités du fait de la crise économique mondiale, le gouvernement ne contribuera que sous la forme d'une exemption de taxes, de manière à garantir un taux d'exécution stable.
Incapacité des organisations bénéficiaires à gérer leurs propres plans de développement	Afin d'atténuer ce risque, le projet fournira un appui important en faveur du renforcement de ces organisations (composante 1), avec une période de six mois durant laquelle leurs capacités seront renforcées en termes de structure de gouvernance, de procédures administratives, de cohésion interne et d'autonomisation au sens large, pour qu'elles puissent accéder à des services qui ne sont pas liés avec le projet.
Absence de compétitivité et de viabilité économique des plans d'activité	Le niveau de risque sera réduit grâce à la fourniture d'un appui technique de qualité durant la phase de formulation des plans ainsi qu'à l'évaluation professionnelle de ces derniers. De plus, une contrepartie en espèces des bénéficiaires sera prévue dans les plans de développement, renforçant ainsi la probabilité de viabilité dans la mesure où les bénéficiaires n'accorderont ce financement que s'ils estiment que les chances de succès sont bonnes.

V. Considérations d'ordre institutionnel

A. Respect des politiques du FIDA

29. La conception du projet est conforme aux politiques du FIDA et s'inscrit dans le droit fil des principes inscrits dans le Cadre stratégique du FIDA 2011-2015. Il a été évalué par rapport aux politiques du FIDA en matière de ciblage, d'égalité des sexes, de partenariat avec le secteur privé, de développement des entreprises, de finance rurale, de gestion des ressources naturelles et de changement climatique.

B. Alignement et harmonisation

30. Le projet va dans le sens des objectifs du gouvernement en termes de réduction de la pauvreté dans un contexte d'atténuation des risques climatiques, de développement du secteur privé et de sécurité alimentaire. Les documents d'orientation qui fixent ces priorités sont le Plan national pour la période 2010-2022, le document de stratégie pour la réduction de la pauvreté, la Stratégie pour le secteur agroalimentaire 2011-2014 et la Stratégie en matière de sécurité alimentaire et de nutrition, qui couvre la période 2010-2022. Les objectifs et la stratégie du projet sont par ailleurs en harmonie avec les objectifs stratégiques du COSOP-axé sur les résultats pour 2013-2016.

31. PRO-LENCA viendra compléter d'autres initiatives de donateurs dans la zone – ComRural, intervention financée par la Banque mondiale, et ACCESO, intervention financée par l'Agence des États-Unis pour le développement international, entre autres.

C. Innovations et reproduction à plus grande échelle

32. L'UGP effectuera toute une gamme d'évaluations ciblées et d'études de cas concernant l'exécution du projet. Elle tirera des enseignements afin d'améliorer la mise en œuvre et les diffusera aux partenaires d'exécution et aux autres projets du FIDA. Le projet mettra à profit les enseignements tirés des projets du FIDA, antérieurs et en cours, au Honduras et dans la région.

33. Le projet PRO-LENCA fera fond sur les expériences nationales et internationales et les appliquera dans une zone particulièrement pauvre du Honduras qui n'a jusqu'à présent bénéficié que de peu d'attention de la part du gouvernement et des organismes donateurs. Par rapport à d'autres expériences dans le pays, le projet encourage la participation des organisations de la population rurale au choix de

leur stratégie de développement et favorise une plus grande autonomie dans la mise en œuvre et la gestion des solutions.

D. Participation à l'élaboration des politiques

34. La conception du projet repose sur des consultations et une concertation intensives avec le SAG, les autorités locales et les municipalités, les organisations rurales, les groupements d'exploitants et les microentreprises.
35. La création du secrétariat technique en appui au comité de coordination du programme de pays offrira un effort plus direct et plus coordonné afin de garantir un flux d'informations constant entre le terrain et le ministère, et vice versa. Cela permettra implicitement d'intensifier la concertation sur les politiques entre le FIDA et le gouvernement, sur la base de la performance et des enseignements tirés des projets du FIDA dans le pays.

VI. Instruments et pouvoirs juridiques

36. Un accord de financement entre la République du Honduras et le FIDA constitue l'instrument juridique aux termes duquel le financement proposé sera consenti à l'emprunteur. Une copie de l'accord de financement négocié est jointe en annexe.
37. La République du Honduras est habilitée, en vertu de ses lois, à recevoir un financement du FIDA.
38. Je certifie que le financement proposé est conforme aux dispositions de l'Accord portant création du FIDA et aux Principes et critères en matière de prêts.

VII. Recommandation

39. Je recommande que le Conseil d'administration approuve le financement proposé en adoptant la résolution suivante:

DÉCIDE: que le Fonds accordera à la République du Honduras un prêt à des conditions mixtes d'un montant équivalant à neuf millions cinq cent quarante mille droits de tirage spéciaux (9 540 000 DTS), qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

Le Président
Kanayo F. Nwanze

Convenio de financiación negociado: "Proyecto de Competitividad y Desarrollo Sostenible del Corredor Fronterizo Sur Occidental PRO-LENCA"

(Negociaciones concluidas el 26 de junio de 2013, por videoconferencia)

Proyecto de Competitividad y Desarrollo Sostenible del Corredor Fronterizo Sur Occidental PRO-LENCA (el "Proyecto")

La República de Honduras (el "Prestatario")

y

El Fondo Internacional de Desarrollo Agrícola (el "FIDA" o el "Fondo")

(cada uno de ellos por separado la "Parte" y colectivamente las "Partes")

acuerdan lo siguiente:

Preámbulo

Para lograr los objetivos del Proyecto, el Prestatario se compromete a gestionar y obtener del Fondo OPEP para el Desarrollo Internacional (OFID) u otra fuente de cofinanciamiento un préstamo o donación por un monto estimado de USD 14,5 millones para cofinanciar actividades derivadas del Proyecto.

Las Partes acuerdan lo siguiente:

Sección A

1. Los siguientes documentos en su conjunto conforman colectivamente este Convenio: el presente documento, la Descripción y Disposiciones de Ejecución del Proyecto (Anexo 1) y el Cuadro de Asignaciones (Anexo 2).

2. Se adjuntan al presente Convenio las *Condiciones Generales para la Financiación del Desarrollo Agrícola* de fecha 29 de abril de 2009, en sus sucesivas versiones enmendadas, (las "Condiciones Generales") y cualquiera de las disposiciones en ellas contempladas serán aplicables al presente Convenio. A los efectos del presente Convenio, los términos definidos en las Condiciones Generales tendrán el significado en ellas indicado. En caso de discrepancia entre las disposiciones de este Convenio y las Condiciones Generales, prevalecerán las disposiciones del Convenio.

3. El Fondo proporcionará un Préstamo al Prestatario (la "Financiación"), que el Prestatario utilizará para ejecutar el Proyecto de conformidad con los términos y condiciones del presente Convenio.

Sección B

1. El monto de la Financiación es de nueve millones quinientos cuarenta mil Derechos Especiales de Giro (DEG 9 540 000).

2. La Financiación se concede en condiciones combinadas. Los préstamos otorgados en condiciones combinadas estarán sujetos al pago de intereses sobre el capital del préstamo pendiente de reembolso a un tipo de interés fijo del 1,25% y tendrán un plazo de reembolso de 25 años, incluido un período de gracia de cinco,

además de un cargo por servicio del 0,75% por año, a partir de la fecha de aprobación de la Junta Ejecutiva del Fondo.

Los intereses y los cargos por servicios serán devengados por el capital del Préstamo pendiente de reembolso y se calcularán sobre la base de un año de 360 días, dividido en 12 meses de 30 días.

3. El primer día del Ejercicio Financiero aplicable será el 1º de enero.
4. Los pagos del capital, los intereses y los cargos por servicio serán pagaderos cada 15 de febrero y 15 de agosto.
5. Los recursos de la Financiación serán depositados en una cuenta designada en dólares de Estados Unidos de América (USD) por el Prestatario a nombre del Proyecto en el Banco Central de Honduras, a partir de la cual se transferirán los recursos necesarios para financiar las actividades del Proyecto a la Cuenta del Proyecto, de acuerdo con los procedimientos establecidos por la normativa vigente del Prestatario. La Cuenta del Proyecto será administrada por el Programa de Naciones Unidas para el Desarrollo (PNUD) en una cuenta bancaria por ésta designada a satisfacción del Prestatario y del FIDA.
6. El Prestatario proporcionará financiación de contrapartida para el Proyecto por un monto equivalente aproximadamente a USD 1,3 millones. Los fondos de contrapartida incluirán aportes en efectivo y los cargos por concepto de impuestos para los bienes y servicios adquiridos con cargo a la Financiación.

Sección C

1. El Organismo Responsable del Proyecto será la Secretaría de Agricultura y Ganadería (SAG).
2. Se designa Parte adicional en el Proyecto a la Unidad Gerencial del Proyecto (UGP), al Comité de Aprobación de Inversiones (CAI), al Comité de Coordinación del Programa País Honduras-FIDA, al Comité de Dirección Superior del Proyecto (CDP) y al PNUD.
3. La Fecha de Terminación del Proyecto será el sexto aniversario de la fecha de entrada en vigor del presente Convenio.

Sección D

La Financiación será administrada y el Proyecto será supervisado por el FIDA.

Sección E

1. Se considera que son motivos adicionales a los señalados en la Sección 12.01 de las Condiciones Generales para la suspensión del presente Convenio los siguientes:
 - a) Que el Manual de Operaciones, o cualquiera de sus disposiciones, haya sido objeto de cesión, renuncia, suspensión, revocación, enmienda u otra modificación sin el acuerdo previo del Fondo, y éste haya determinado que tal cesión, renuncia, suspensión, revocación, enmienda o modificación ha tenido, o es probable que tenga, consecuencias adversas sustanciales para el Proyecto.

- b) Que el derecho del Prestatario a solicitar o efectuar retiros de fondos bajo el Convenio que suscriba con el OFID u otra fuente de cofinanciamiento identificada, tal como descrito en el Preámbulo, haya sido cancelado o suspendido en su totalidad o parte.
2. Se considera que son condiciones generales adicionales previas para el retiro de fondos las siguientes:
- a) Que la contratación de los cargos de Director del Proyecto, Coordinador de Desarrollo Organizacional, Coordinador del Desarrollo Productivo y Negocios, Coordinador de la Unidad de Administración y Finanzas de la UGP, haya sido culminada de conformidad a los procedimientos establecidos en este Convenio y en el Manual de Operaciones.
- b) Que el borrador del Manual de Operaciones del Proyecto haya sido terminado y cuente con la no objeción del FIDA.
3. Las disposiciones siguientes de las Condiciones Generales no serán aplicables al presente Convenio:
- Sección 7.05 a) que será reemplazada por la siguiente disposición: La adquisición de bienes y la contratación de obras y servicios financiados con los recursos de la Financiación se realizarán de conformidad con las disposiciones del PNUD, en la medida en que éstas sean compatibles con las Directrices del FIDA para la adquisición de bienes y la contratación de obras y servicios. En cada Plan de Adquisiciones y Contratación se determinarán los procedimientos que el Prestatario deberá aplicar para asegurar la compatibilidad con las Directrices del FIDA para la adquisición de bienes y la contratación de obras y servicios.
4. El presente Convenio está sujeto a la ratificación del Prestatario.
5. Se indican a continuación los representantes designados y las direcciones que han de utilizarse para cualquier intercambio de comunicaciones relacionadas con el presente Convenio:

Por el Fondo:

Presidente
Fondo Internacional de Desarrollo Agrícola
Via Paolo di Dono 44
00142 Roma, Italia

Por el Prestatario:

Secretario de Estado en el
Despacho de Finanzas
Bo. El Jazmín, Avenida
Cervantes Tercera Calle
Tegucigalpa, M.D.C.
Honduras

El presente Convenio, de fecha _____, se ha preparado en idioma español en seis (6) copias originales, tres (3) de las cuales son para el FIDA y tres para el Prestatario.

REPÚBLICA DE HONDURAS

Representante autorizado

Fecha:

FONDO INTERNACIONAL DE
DESARROLLO AGRÍCOLA

Kanayo F. Nwanze
Presidente

Fecha:

Anexo 1

Descripción y Disposiciones de Ejecución del Proyecto

I. Descripción del Proyecto

1. *Población-objetivo.* La población-objetivo del Proyecto incluye a: a) pequeños productores agropecuarios con limitaciones de acceso a recursos productivos y diversos grados de organización y vinculación con los mercados; b) artesanos rurales con organización incipiente y débilmente vinculadas a los mercados; y c) micro-empresarios rurales y comerciantes a pequeña escala. El Proyecto prestará atención especial a grupos vulnerables como mujeres, jóvenes y grupos indígenas. La población-objetivo beneficiaria directa del Proyecto está conformada por aproximadamente 13 500 familias rurales pobres localizadas en 42 municipios de los Departamentos de La Paz, Intibucá y Lempira. Esta población se encuentra asociada en organizaciones rurales legalmente constituidas o en vías de legalización.

2. *Objetivo de Desarrollo.* El objetivo de desarrollo del Proyecto es mejorar los ingresos, las oportunidades de empleo, la seguridad alimentaria y las condiciones de vida, de la población rural pobre, con un enfoque de inclusión social y equidad de género y con miras a la reducción de la pobreza y la pobreza extrema.

3. *Componentes.* El Proyecto ha sido formulado bajo cuatro componentes: A) Desarrollo y fortalecimiento de las organizaciones rurales; B) Desarrollo productivo y de negocios; C) Manejo de recursos naturales y mejora de la infraestructura económica y social, y D) Organización y gestión.

A. *Componente de desarrollo y fortalecimiento de las organizaciones rurales.* El objetivo de este componente es impulsar el desarrollo organizativo de la población-objetivo y mejorar las capacidades humanas locales con miras al incremento de la seguridad alimentaria, el establecimiento de sistemas agro-ecológicos sostenibles y resistentes al cambio climático y el desarrollo de negocios rentables y auto sostenibles.

Las actividades programadas bajo este componente incluyen:

- Campaña de divulgación y promoción del Proyecto, para proveer información detallada a los potenciales beneficiarios y crear una demanda de los productos del mismo.
- Formulación de Diagnósticos Rurales Participativos (DRP) de situación y análisis de potencialidades, identificación de necesidades y de estrategias de acción para el desarrollo, con enfoques de género, juventud y étnico, con la participación de la comunidad.
- Formación, desarrollo y fortalecimiento de nuevas organizaciones del medio rural.
- Fortalecimiento organizacional y capacitación de las organizaciones en aspectos asociativos, de asistencia técnica (administrativa, gerencial y financiera).
- Preparación de estudios de mercado para los principales rubros (actuales o potenciales) en el área donde se implementará el Proyecto.
- Elaboración de planes integrales de inversión organizaciones integrantes de la población-objetivo para apoyar su desarrollo y el bienestar de sus asociados de tipos: Planes de Desarrollo Productivo y Planes de Negocios (PDP y PN). Estos planes anuales/multianuales (1-2 años) podrán incluir

infraestructura productiva y medio-ambiental de pequeña escala y servicios de apoyo necesarios para ejecución y el fortalecimiento de la capacidad organizativa y administrativa de la propia organización, así como infraestructura social.

Preparación de los PDP y PN: Los PDP y PN serán preparados en forma participativa por las organizaciones beneficiarias y sus miembros, de acuerdo a sus demandas y prioridades y con el apoyo de la UGP. Los requisitos de los PDP y los PN serán detallados en el Manual de Operaciones del Proyecto. La UGP proporcionará el soporte técnico requerido, ya sea a través de su propio cuerpo técnico o mediante la contratación de servicios técnicos especializados. Los dos tipos de planes de inversión comunitarios están orientados a atender organizaciones con diferentes recursos y capacidades, teniendo por lo tanto diferencias sustanciales entre ellos en cuanto al tamaño, contenido y alcance.

- B. *Componente de desarrollo productivo y de negocios.* El objetivo de este componente es desarrollar y consolidar organizaciones rurales pobres, transformándolas en unidades viables, competitivas, auto sostenibles y rentables, capaces de responder a los requerimientos de los mercados, produciendo beneficios socio-económicos y ambientales tangibles para la organización y la comunidad. El enfoque central bajo el que se desarrollará este componente es la implementación de los PDP y PN elaborados en el Componente 1, a cargo de los integrantes de las propias organizaciones beneficiarias.

Las actividades programadas bajo este componente incluyen:

- Evaluación y potencial aprobación de los PDP y PN por parte de la CAI;
- Firma de Convenios de Implementación (convenios subsidiarios) de los planes aprobados entre la UGP y las organizaciones beneficiarias;
- Implementación de los PDP y PN por las organizaciones beneficiarias;
- Seguimiento técnico y control administrativo a la ejecución de los PDP y PN por parte de la UGP;
- Rendición de cuentas, inspección final y aceptación de los Planes ejecutados.

Aprobación de los PDP y PN. La evaluación y aprobación de los PDP y PN preparados bajo el componente 1 estará a cargo del CAI. Los criterios para la aprobación de los PDP y PN y los techos financieros serán detallados en el Manual de Operaciones del Proyecto.

- C. *Componente de manejo de recursos naturales y mejora de la infraestructura económica y social.* El objetivo de este componente es mejorar la gestión de los recursos naturales y las actividades de mitigación contra la variabilidad ambiental de manera de asegurar la sostenibilidad de la producción y de los ingresos y reducir el riesgo de desastres naturales. Asimismo, a través de este componente se buscará mejorar y modernizar la infraestructura rural en las áreas priorizadas por el Proyecto de forma de facilitar el acceso permanente al mercado y crear la infraestructura de apoyo necesaria. Este componente incluirá inversiones en bienes públicos como carreteras e infraestructura hídrica que, ya sea por razones de complejidad técnica o de volumen de inversión, superan a la capacidad de las comunidades y organizaciones ejecutoras de los PDP/PN. Podrá incluir inversiones ambientales que respondan a una iniciativa nacional o regional, siempre que se incluya el área de influencia del Proyecto, como por ejemplo inversiones en caminos vecinales y rutas de acceso, rehabilitación/expansión de obras de

riego, suministro de agua potable, centros de capacitación en producción y tratamiento post-cosecha, rehabilitación de micro-cuencas, protección y conservación de suelos y bosques, recuperación de áreas degradadas, programas de bosques energéticos y estufas eficientes, etc. Este componente será financiado por el OFID u otra fuente de cofinanciamiento identificada, de acuerdo a lo descrito en el Preámbulo.

Las actividades programadas bajo este componente incluyen:

- Identificación de necesidades básicas y demandas de las comunidades, en conjunto con las alcaldías municipales y teniendo en cuenta los PDP y PN aprobados, así como demandas y necesidades identificadas en otros programas y proyectos en ejecución en las zonas de influencia;
- Preparación de un plan detallado de actividades para el componente, de acuerdo a las prioridades existentes y teniendo en cuenta la capacidad de ejecución y los recursos financieros disponibles del Proyecto;
- Contratación de servicios especializados de consultores para la implementación de actividades y la supervisión/seguimiento, así como la evaluación de obras y el manejo de recursos;
- Contratación de obras de infraestructura con empresas constructoras calificadas de acuerdo a las disposiciones especificadas en el Manual de Operaciones del Proyecto;
- Elaboración de planes de capacitación y asistencia técnica a la población-objetivo para un uso integral y efectivo de la infraestructura y servicios provistos;
- Negociación y acuerdo con municipalidades de las áreas priorizadas por el Proyecto para un cofinanciamiento integrado del mantenimiento de la infraestructura rural, así como para el suministro de asistencia técnica y capacitación;
- Acuerdos de participación público-privados con agencias e instituciones especializadas en la adaptación y diseminación de tecnologías requeridas por la población-objetivo; y
- Formulación de estrategias de mejora de la seguridad alimentaria y la reducción de la vulnerabilidad ambiental en el área priorizada por el Proyecto.

D. *Componente de Organización y Gestión.* El objetivo de este componente es establecer y mantener la organización para la coordinación, administración financiera y procesos de adquisiciones del Proyecto, así como el establecimiento y operación del sistema de seguimiento y evaluación (SyE). Estos aspectos están descritos de manera detallada en la Sección II de este Apéndice.

II. Disposiciones de Ejecución

1. *Organismo Responsable del Proyecto.*

1.1 *Designación.* El Prestatario designa a la Secretaría de Agricultura y Ganadería (SAG) como Organismo Responsable del Proyecto.

1.2 *Responsabilidades:* La SAG será responsable de la ejecución global del Proyecto y, por tanto, será responsable del cumplimiento del objetivo de desarrollo del Proyecto y el logro de los resultados esperados. El Secretario de la SAG

delegará todas las decisiones de gestión cotidiana del Proyecto a la Unidad Gerencial del Proyecto (UGP), que estará dirigida por un Director del Proyecto.

2. *Comité de Coordinación del Programa País Honduras-FIDA.*

2.1 *Establecimiento.* El Organismo Responsable del Proyecto establecerá un Comité de Coordinación del Programa País Honduras-FIDA. El Comité de Coordinación fortalecerá los mecanismos de coordinación entre los programas del FIDA a cargo de la SAG, con el objetivo de armonizar las intervenciones de desarrollo rural, aumentar la efectividad en su ejecución y mejorar los instrumentos de seguimiento centralizado de los proyectos. Asimismo, el Comité servirá para trazar las directrices para fortalecer los mecanismos de coordinación entre los proyectos del FIDA en el seno de la SAG y otras instituciones de cooperación multilateral y bilateral.

El Comité de Coordinación contará con una Secretaría Técnica que estará encargada de ejecutar las recomendaciones emanadas del Comité. A la Secretaría Técnica se le asignarán recursos del Proyecto siempre que estos hayan sido incluidos en el presupuesto del POA y se cuente con la no objeción del FIDA

2.2 *Composición.* El Comité de Coordinación estará integrado por: el Ministro de Agricultura, como su presidente; los directores de los proyectos financiados por el FIDA e implementados por la SAG; un representante de la SEFIN; y un Secretario Técnico del Comité, que podrá remplazar al Ministro en su ausencia o cuando éste lo solicite. Este Secretario Técnico cumpliría la función de facilitador y coordinador de las actividades de los proyectos, pero sin que represente una relación de supervisión de los Directores de los proyectos. A las reuniones podrán ser invitados otros actores relacionados con el desarrollo rural, como alcaldes municipales, directores de otros proyectos de la cooperación externa, y representantes del sector privado.

2.3 *Funciones.* Las funciones del Comité incluirán: a) servir como un foro de coordinación y concertación de actividades para todo los proyectos FIDA en Honduras; b) ser la instancia de coordinación en el proceso de planificación estratégica de los proyectos, así como de estandarización en el proceso presupuestario y la elaboración de los Planes Operativos Anuales (POA); c) promover la estandarización de objetivos, focalización y procedimientos operativos de los proyectos; d) mecanismo de seguimiento continuo de todo la cartera FIDA; y e) fomentar el intercambio de experiencias y lecciones aprendidas.

Las funciones de la Secretaría Técnica del Comité de Coordinación incluirán la ejecución de actividades de gestión de conocimiento e intercambio de experiencias entre beneficiarios de los diferentes proyectos, así como para realizar un seguimiento transversal de los proyectos y elaborar estudios de caso y sistematizaciones relevantes para el Programa País.

3. *Comité de Dirección Superior del Proyecto (CDP).*

3.1 *Establecimiento.* El Prestatario establecerá un Comité de Dirección Superior del Proyecto (CDP). El CDP tomará de decisiones y aprobará documentos claves para el Proyecto y servirá de apoyo a la UGP en la definición de las directrices generales del Proyecto en base a la marcha de la implementación y las lecciones aprendidas.

3.2 *Composición.* El CDP estará integrado por el Ministro de Agricultura y Ganadería (o su representante) como su presidente; el Ministro de Finanzas (o su representante); dos (2) representantes de los gobiernos municipales del área del

PRO-LENCA (en forma rotativa); dos (2) representantes de la sociedad civil (elegidos por las organizaciones de productores y la federaciones de pueblos indígenas del área de influencia del Proyecto); un representante del PNUD y el Director del Proyecto PRO-LENCA, quien actuará como Secretario del CDP. El representante del PNUD y el Director del Proyecto participarán sin derecho a voto. Las funciones del CDP serán de toma de decisiones y aprobación de documentos claves, así como de apoyo a la UGP en la definición de las directrices generales del Proyecto en base a la marcha de la implementación y las lecciones aprendidas. El CDP se reunirá dos veces al año, y en caso sea necesario, podrá convocar a reuniones extraordinarias.

3.3 *Funciones.* Las funciones del CDP incluirán: Definir y establecer las políticas, planes, estrategias y normas que requiera el funcionamiento del Proyecto; a) aprobar los planes estratégicos del Proyecto y de los componentes y los POA y Presupuestos Anuales del Proyecto, elaborados por la UGP y sometidos al CDP; b) aprobar el Manual de Operaciones del Proyecto y sus eventuales revisiones; y c) aprobar los Informes de Progreso del Proyecto y los Informes de Evaluación de Impacto.

4. *La Unidad Gerencial del Proyecto (UGP).*

4.1 *Establecimiento.* La SAG establecerá una Unidad Gerencial del Proyecto (UGP), cuya sede se constituirá en la ciudad de La Esperanza, Intibucá, y contará con 2 sub-sedes departamentales en Marcala, La Paz y en Gracias, Lempira. En el desarrollo de sus funciones, la UGP contará con el apoyo del PNUD para la administración de los recursos de la Financiación, en el marco de un Acuerdo Subsidiario a ser suscrito entre esta el PNUD, el Prestatario y la SAG, con la previa objeción del FIDA.

4.2 *Funciones.* Las funciones principales de la UGP incluyen: a) elaborar y someter a consideración del CDP los POA anuales del Proyecto; b) promoción, evaluación y seguimiento a los PDP y PN y actividades financiadas en el marco del Proyecto; c) trámite de solicitudes de desembolso y de no objeciones al FIDA y suscripción de contratos o convenios de ejecución de actividades elegibles dentro del Proyecto; d) mantener la gestión financiera de acuerdo a la políticas nacionales y las lineamientos del FIDA; e) asegurar que se realicen las auditorías requeridas por el FIDA y que los informes de auditorías se entreguen al FIDA de acuerdo a los requisitos establecido en la Condiciones Generales; f) establecer controles internos adecuados dentro del Proyecto; y g) fomento de un acercamiento a las entidades clave para la implementación, como las municipalidades y las mancomunidades del área de influencia del Proyecto.

4.3 *Composición.* La UGP será liderada por un Director General del Proyecto, encargado de la coordinación técnica, asesoramiento y coordinación con las entidades públicas y privadas que tengan relación directa con la implementación del Proyecto. La UGP contará con las siguientes unidades técnicas y personal:

- a) Unidad de apoyo operativo e implementación, encargada de suministrar el apoyo técnico y operativo en la implementación de las actividades del Proyecto. Estará compuesta por un Coordinador de Desarrollo Organizacional, un Coordinador del Desarrollo Productivo y Negocios, un Coordinador de la Infraestructura Rural y el personal técnico y administrativo necesario para la implementación de actividades.
- b) Unidad de asistencia técnica, encargada de suministrar el apoyo técnico necesario en temas transversales claves para la adecuada implementación del Proyecto. Estará compuesta por un Coordinador de la Unidad y y el

personal técnico y administrativo necesario para la implementación de actividades.

- c) Unidad de planificación, seguimiento, evaluación y comunicación, encargada del diseño, establecimiento y mantenimiento operativo del sistemas de planificación, seguimiento, evaluación y gestión del conocimiento (PLASEG). Estará conformada por un Coordinador y un asistente de seguimiento y evaluación.
- d) Unidad de administración y finanzas, encargada de los mecanismos de desembolsos de los recursos de la Financiación, la reposición de la cuenta designada y cuenta del Proyecto, el mantenimiento de la contabilidad del Proyecto, el mantenimiento de los mecanismos de control interno, la preparación de los estados financieros anuales, y los términos de referencia para la contratación de los las auditorías externas. Estará conformada por un Coordinador Administrativo Financiero y el personal técnico y administrativo necesario para la implementación de actividades.
- e) Sub-sedes regionales. Se constituirán dos sub-sedes regionales , cada una compuesta por un Coordinador Regional y un Supervisor Técnico. Estas sub-sedes serán encargadas de ser el nexo entre los promotores zonales y su trabajo directo con las organizaciones de beneficiarios del Proyecto y la gerencia del Proyecto.

4.4 *Comisión Técnica de la UGP.* estará integrada por el Coordinador de Desarrollo Organizacional, el Coordinador del Desarrollo Productivo y Negocios, el Coordinador de Infraestructura Rural, y el Coordinador de la Unidad de Asistencia Técnica. La Comisión Técnica será encargada de la revisión técnica de los perfiles de los PDP y PN después que éstos hayan sido presentados para evaluación por parte de las organizaciones y asociaciones de la población-objetivo, con el propósito de guiar y retroalimentar la formulación final de la propuesta de PDP y PN, previo a su presentación para aprobación por la CAI. El funcionamiento de la Comisión Técnica de la UGP será detallado en el Manual de Operaciones del Proyecto.

5. *Comité de Aprobaciones de Inversiones (CAI).*

5.1 *Establecimiento.* El Organismo Responsable del Proyecto establecerá un Comité de Aprobación de Inversiones del Proyecto (CAI) cuyas responsabilidades y composición se describen en los párrafos siguientes.

5.2 *Composición.* El CAI estará integrada por un representante de la SAG ya sea a través del Director del Proyecto u otro funcionario designada a tal efecto; un representante de la SERNA; dos representantes de municipalidades del área de influencia del Proyecto que rotarán su participación en el CAI; dos representantes de la sociedad civil (uno del grupo de productores agropecuarios y el otro de las agrupaciones/federaciones indígenas); un representante de la Unidad de Administración y Finanzas de la UGP y un asesor técnico externo. Estos dos últimos participarán en el CAI sin derecho a voto.

5.3 *Funciones.* El CAI estará encargado de evaluar y aprobar los PDP y PN que serán financiados bajo el Proyecto, previa no objeción del FIDA. Los criterios para la evaluación y aprobación de los PDP y los PN, así como los techos financieros de los mismos serán detallados en el Manual de Operaciones del Proyecto. La aprobación de los PDP y PN deberá fundamentarse en la disponibilidad de los recursos financieros y en la sostenibilidad de los proyectos de inversión; así mismo, las inversiones deben ser compatibles y complementarias a las inversiones contempladas en los Planes Estratégicos de Desarrollo Municipal y en los Planes de

Inversión Municipal. Asimismo, el CAI dará seguimiento a la implementación de los PDP y PN aprobados, con el apoyo de los técnicos de la UGP y dará seguimiento a la utilización correcta de los fondos para la ejecución de las inversiones aprobadas.

6. *El Programa de las Naciones Unidas para el Desarrollo (PNUD).*

6.1 *Responsabilidades.* El Prestatario, la SAG y el PNUD suscribirán un Acuerdo Subsidiario para la implementación de actividades del Proyecto, incluyendo la administración de los recursos de la Financiación en nombre del Prestatario, con la no objeción previa del FIDA. La función del PNUD no estará limitada a la administración de los recursos sino que incluirá apoyo a la SAG, en tema de fortalecimiento institucional para la creación de capacidades técnicas, administrativas y de adquisiciones. Anualmente, se definirá la programación de las actividades de apoyo del PNUD.

6.2 El PNUD operará la Cuenta del Proyecto de conformidad con las especificaciones detalladas en el Manual de Operaciones del Proyecto y a solicitud del SAG.

7. *Manual de Operaciones del Proyecto.*

7.1 El Organismo responsable del Proyecto, a través de la UGP, preparará el Manual de Operaciones del Proyecto que especificará las normas y los procedimientos para la operación diaria de las actividades derivadas del Proyecto, incluyendo el esquema organizativo para la operación de los componentes, las tareas específicas de los integrantes de la UGP, el marco para las contrataciones y adquisiciones del Proyecto, el esquema para el seguimiento y evaluación, criterios de selección del personal del Proyecto, los criterios de evaluación de los PDP y PN, techos financieros, las regulaciones contables, administrativas y financieras del Proyecto, etc.

7.2. El Organismo responsable del Proyecto someterá el Manual de Operaciones al Fondo para que formule sus observaciones y de su no objeción y lo remitirá al CDP para su aprobación. El CDP aprobará el uso y modificaciones del Manual de Operaciones, con la previa no objeción del FIDA.

Anexo 2*Cuadro de asignaciones*

1. *Asignación de los recursos del Préstamo.* a) En el cuadro que figura a continuación se presentan las Categorías de Gastos Admisibles que se financiarán con cargo al Préstamo y la asignación de los montos del Préstamo a cada Categoría, así como los porcentajes de los gastos correspondientes a los rubros que se financiarán en cada Categoría:

Categoría	Monto del Préstamo asignado (expresado en DEG)	Porcentaje
I. Vehículos y Equipos	590 000	100% excluyendo impuestos
II. Inversión en Planes de Negocios	1 300 000	100% excluyendo financiamiento del OFID, impuestos y aportes de beneficiarios
III. Inversión en Planes de Desarrollo Productivo	1 400 000	100% excluyendo financiamiento del OFID, impuestos y aportes de beneficiarios
IV. Capacitación, asistencia técnica y contratos de servicios	2 450 000	100% excluyendo financiamiento del OFID e impuestos
V. Salarios	2 450 000	100% gastos totales
VI. Gastos operativos	400 000	100% excluyendo impuestos
Sin asignación	950 000	
Total	9 540 000	

b) Los términos que se emplean en el cuadro supra se definen así:

- I. *Vehículos y Equipos.* Para financiar vehículos y equipos para la UGP y los componentes del Proyecto;
- II. *Inversión en Planes de Negocios.* Inversión en infraestructura productiva, equipos y asistencia técnica, de acuerdo con el Plan de Negocio aprobado por el CAI
- III. *Inversión en Planes de Desarrollo Productivo.* Inversión en infraestructura productiva y social, equipos y asistencia técnica, de acuerdo con el Plan de Desarrollo Productivo aprobado por el CAI.
- IV. *Capacitación, asistencia técnica y contratos de servicios.* El monto asignado a esta categoría incluye cursos y talleres; giras, jornadas de campo y eventos; servicios técnicos prestados; estudios; y auditorías.
- V. *Salarios.* El monto asignado a esta categoría incluye los salarios y cargas sociales de todo el personal del Proyecto;
- VI. *Gastos operativos.* El monto asignado a esta categoría incluye combustibles, lubricantes, mantenimiento de equipo y vehículos,

seguros , y misceláneos de oficina, entre otros, que se requieran para el funcionamiento de la UGP y de los componentes.

El término "Sin asignación" no es una categoría de desembolso y sirve para facilitar reasignaciones *entre* categorías de desembolso de conformidad con los procedimientos internos del Fondo.

2. *Costos de puesta en marcha.* Se autorizará el retiro de fondos, de hasta un monto total equivalente a USD 200 000 para financiar gastos asociados con las Categorías I, IV, V y VI, con el fin de cubrir los costos de puesta en marcha realizados antes de satisfacer las Condiciones Generales previas y adicionales para el retiro de fondos (Sección E.2 del presente Convenio).

Logical framework

Resumen	Principales Indicadores y Metas	Medios de Verificación	Supuestos y Riesgos
Finalidad:			
Contribuir a la reducción de pobreza y pobreza extrema en las zonas rurales atendidas por el proyecto en los departamentos de Intibucá, La Paz y Lempira alineado a las metas de la Visión de País 2010-38.	<p>Al final del Proyecto:</p> <ul style="list-style-type: none"> Disminución de 10% en el índice de desnutrición infantil crónica en el área del Proyecto (de 50 % a 40 %) (RIMS 3er nivel); Al menos 75% familias beneficiarias directas incrementan sus activos físicos en 20% (RIMS 3er nivel). 	<ul style="list-style-type: none"> Censo y encuestas periódicas de hogares. Encuesta de impacto RIMS, línea de base y la evaluación final 	
Objetivo de Desarrollo del Proyecto:			
Mejorar los ingresos, las oportunidades de empleo, la seguridad alimentaria y las condiciones de vida de la población rural pobre, con un enfoque de inclusión social y equidad de género y con miras a la reducción de la pobreza y la pobreza extrema.	<p>Al final del Proyecto:</p> <ul style="list-style-type: none"> 45,000 familias beneficiarias del proyecto (RIMS 1.8.1, 1.8.2); 75% de las familias beneficiarias directas incrementan el ingreso familiar bruto en al menos 25%. Se genera 2,200 nuevos empleos (25% jóvenes y 25% mujeres) (RIMS 2.5.1). 50% de la población beneficiaria resuelve su inseguridad alimentaria (RIMS 3er nivel). Capacidad de la SAG es fortalecida para la implementación y administración de Proyectos. 	<ul style="list-style-type: none"> Encuesta de impacto RIMS, línea de base y la evaluación final Evaluaciones participativas Estudio de ingresos y empleo generado Análisis periódico institucional de la SAG 	<ul style="list-style-type: none"> Continuidad de las políticas e inversión pública del GOH para el desarrollo rural GOH continúa desarrollando la infraestructura y la apertura a los mercados internacionales.
COMPONENTE 1: DESARROLLO Y FORTALECIMIENTO DE LAS ORGANIZACIONES RURALES			
<p>Resultado 1: Las organizaciones rurales son fortalecidas para el mejoramiento en los sistemas productivos sostenibles, y la generación de excedentes de mercado, facilitando la participación de mujeres, la población joven y pueblos indígenas.</p> <p>Productos: 1.1 Las organizaciones beneficiarias son sensibilizadas y capacitadas en organización, producción, acceso a mercados y otras materias para su fortalecimiento individual y colectivo. 1.2 Las organizaciones beneficiarias formulan PDP y PN sostenibles en forma participativa de acuerdo con sus ventajas comparativas y necesidades.</p>	<ul style="list-style-type: none"> 80% de las organizaciones beneficiadas han incrementado su capacidad organizativa y administrativa/financiera (RIMS 2.4.4). Participación de mujeres y jóvenes en la toma de decisión en las organizaciones beneficiadas aumenta en 25% (RIMS 1.6.6). Los beneficiarios expresan un mayor grado de confianza en el futuro de la organización. 	<ul style="list-style-type: none"> Actas de las reuniones de las organizaciones; Estudio sobre el fortalecimiento de las OSC. Registro de personería jurídica. Investigación tipo 'Grupos focales' de las organizaciones. Estudios de casos Registros del Instituto Nacional Agrario (INA). 	<ul style="list-style-type: none"> El Proyecto encuentra técnicos altamente motivados y cualificados para elaborar DRP y PF. Hay personas no-organizadas que están interesadas en organizarse.
COMPONENTE 2: DESARROLLO PRODUCTIVO Y DE NEGOCIOS			

Resumen	Principales Indicadores y Metas	Medios de Verificación	Supuestos y Riesgos
<p>Resultado 2: Pequeños productores rurales mejoran su situación socio-económica implementando Planes de Desarrollo Productivo y Planes de Negocios sostenibles con acceso a mercados, y servicios de apoyo técnico y financieros.</p>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ 35 por ciento de las organizaciones rurales apoyadas alcanza encadenamientos de valor y de carácter empresarial. ▪ 70 por ciento de las organizaciones atendidas con PN, incrementan su capacidad empresarial (RIMS 2.5.2). ▪ 40 organizaciones agroindustriales y microempresas rurales alcanzan procesos de capitalización importantes. ▪ 10,500 familias beneficiarias de Planes de Desarrollo Productivo mejoran sus condiciones de vida y aumentan sus ingresos. 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Ficha de producción y venta ▪ Estudios sobre la incorporación de tecnologías productivas y medioambientales ▪ Evaluaciones participativas ▪ Estudios sobre la calidad de la asistencia técnica ▪ Plan calendarizado de producción ▪ Registros de las organizaciones y socios en la implementación. ▪ Entrevistas con productores. 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Los productores y sus organizaciones saben responder a los cambios políticos y comerciales; ▪ Hay una oferta de alta calidad de técnicos rurales ▪ Los proveedores de servicios financieros rurales siguen interesados en trabajar con el grupo objetivo del proyecto.
<p>Productos:</p> <p>2.1 Los beneficiarios reciben Asistencia Técnica de calidad y aumentan su productividad y producción.</p> <p>2.2 Los beneficiarios mejoran su acceso a servicios financieros y a mercados en el marco de los planes de negocios.</p>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ 450 organizaciones integradas contratan Asistencia Técnica. ▪ 13,500 familias productoras han aumentado la producción o el rendimiento de los cultivos (RIMS 2.2.2) ▪ 13,500 familias productoras han adoptado las tecnologías recomendadas y buenas prácticas medioambientales (RIMS 2.2.2) ▪ 330 organizaciones (PDP) destinan su producción a su autoabastecimiento y comercializan excedentes eventuales. ▪ 120 organizaciones con PN están comercializando sus productos, de los cuales 50 tienen contratos formales de compra-venta. ▪ Instituciones y entidades existentes proporcionan financiamiento a los beneficiarios del Proyecto (RIMS 1.3.4). 		

2

COMPONENTE 3: MEJORA DE INFRAESTRUCTURA RURAL Y MANEJO DE RECURSOS NATURALES

<p>Resultado 3: Se logra un manejo racional de los recursos naturales y la protección del medio ambiente, reduciendo la vulnerabilidad ambiental y mejora la infraestructura rural en apoyo a las inversiones productivas.</p>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Se mejora al acceso a mercados rentables a través de caminos rehabilitados, se aumentan los activos medioambientales y el acceso a agua de las comunidades. ▪ Se fortalece la participación de los municipios de la región en el mantenimiento de infraestructura rural productiva. 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Estudios de caso cualitativos ▪ Evaluaciones participativas. ▪ Planes de Municipales y de las Mancomunidades ▪ Planes ambientales de las comunidades ▪ Acuerdos con municipios sobre mantenimiento ▪ Acuerdos con "Grupos Beneficiarios de Caminos" sobre mantenimiento. 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Las municipalidades siguen interesados en mantener los caminos rurales y otra infraestructura rural. ▪ Los municipios y mancomunidades ponen a disposición tierra comunal para las inversiones ambientales.
<p>Productos:</p> <p>3.1 Rehabilitación y construcción de la infraestructura vial y sistemas de manejo hídrico en los municipios en el área del proyecto.</p> <p>3.2 Se realizan inversiones ambientales mejorando el manejo de recursos naturales y la capacidad de recuperación de los sistemas agro-ecológicos y forestales.</p>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Se rehabilitan 170 km de caminos terciarios rurales y 125 km de caminos de acceso (RIMS 1.4.2). ▪ Se establecen 6 nuevos sistemas de manejo de recursos hídricos y rehabilitación de unos 100 km de canales y sistemas existentes. ▪ Las organizaciones reciben capacitación para el mantenimiento de caminos y obras de riego y drenaje, y firman acuerdos tripartitos con las municipalidades para el mantenimiento de la red vial. ▪ Formación de aprox. 70 "Grupos Beneficiarios de Caminos" ▪ Se promueve el manejo de sistemas agro-ecológicos (en 20 comunidades), se mejora el manejo en 6 micro-cuencas, y se recuperan 225 ha de bosques con usos múltiples (RIMS 2.1.5). 		